

# + EMILE DE LAVELEYE

## ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE

Ce qui manque le plus aux soi-disant savants et aux représentants de la science officielle et académique, ce sont les définitions précises et la logique. Il leur arrive d'oublier la page précédente en écrivant la page courante. On pourrait remplir tout un volume avec les fautes de ce genre qu'on découvre en lisant avec attention la plupart de leurs livres. Cent fois, il arrive qu'on peut réfuter un auteur par ses propres arguments. On ne peut pas donner à tous le témoignage que M. de Laveleye a donné de Marx, lorsqu'il dit : « Si l'on admet ses prémisses, Marx prouvera, avec une logique d'acier, que le capital est le produit de la spoliation... » (1) Cette « logique d'acier » manque à M. de Laveleye lui-même, comme, d'ailleurs, aux autres écrivains économistes, qui ont écrit dans ces derniers temps.

Ce que nous allons démontrer.

Les coryphées de l'économie politique et de la sociologie en Europe ont voulu aborder, eux aussi, les questions sociales, qui émeuvent tout le monde : Herbert Spencer (2), le philosophe célèbre, comme Leroy-Beaulieu (3), une des autorités de la science économique en France ; Schæffle (4), dont les œuvres économiques ont une réputation en Allemagne et ailleurs ; tout comme de Laveleye (5), qui écrit avec talent sur diverses questions — et à qui on pardonnera volontiers beaucoup de fautes à cause de son admirable livre sur la « *Propriété et ses formes primitives* », ont envisagé les diverses faces du problème.

---

(1) *Le Socialisme contemporain* par E. de Laveleye, Paris. Félix Alcan.

(2) *The coming slavery* dans son livre « *The man versus the State* ».

(3) *Essai sur la répartition des richesses et sur la tendance à une moindre inégalité des conditions* Le *Collectivisme*, Paris. Guillaumin.

(4) *Die Voraussichtslosigkeit der social. demokratie*. Stuttgart.

(5) *Le Socialisme contemporain et Eléments d'économie politique*. Paris.

A tous on peut imputer le manque de logique. Par exemple : Herbert Spencer appelle le Socialisme « la servitude qui vient » et il dit que toute forme de socialisme se résout en servitude. Pourtant, quand il veut définir un esclave, il sait très bien dire : « L'esclave est une personne qui appartient à une autre. » Comment peut-on penser que ce sera là une loi générale dans l'Etat socialiste ?

Nous pouvons dire au contraire que, dans l'état actuel, neuf dixièmes des hommes appartiennent de fait aux autres puisqu'ils sont exploités par eux. « Quand on doit forcément travailler pour la société et qu'on reçoit du produit total une part socialement fixée, on est un esclave de la société » ajoute M. Spencer. Mais c'est le cas à présent, seulement, ce n'est pas la société qui fixe la répartition. Ce sont quelques individus irresponsables qui donnent ce qu'ils veulent. Ensuite il n'est pas vrai que le socialisme veuille imposer le travail sans choix et que par suite il doive être une sorte d'esclavage social. Le caractère de l'esclavage, cherchez-le dans la belle définition de Benjamin Franklin : « Etre en esclavage signifie avoir des gouvernants, qui sont mis au-dessus de nous par d'autres, sans notre consentement et être en liberté signifie avoir ses propres gouvernants, qui administrent avec le consentement de tous. » De son côté, Edmond About a dit, dans son livre le *Progrès* : « Ce n'est pas obéir que de se conformer aux lois qu'on a faites, de remplir ses engagements envers les chefs qu'on a choisis : C'EST SE COMMANDER A SOI-MÊME. » Dans le socialisme, personne n'est la propriété de personne, car « on se commande à soi-même » et par conséquent d'esclavage il ne saurait être question. Au contraire, sans le socialisme, l'esclavage sévissant ne peut pas disparaître. Herbert Spencer s'est réfuté lui-même en voulant réfuter le socialisme.

Leroy-Beaulieu a écrit un livre de quatre-cent-trente-deux pages pour anéantir le Collectivisme et dès la deuxième page il dit : « L'association de capitaux qui donne un si merveilleux essor à la capitalisation et qui permet de réaliser presque immédiatement les conceptions les plus hardies, nées dans le cerveau d'un homme ; l'association de personnes, qui est destinée à singulièrement élever la situation de l'ouvrier, à transformer en force collective sa force individuelle, à lui procurer à la fois la dignité et la sécurité (1). Quand on

---

(1) J'avais écrit ces lignes lorsque j'ai lu, dans la quatrième livraison de la *Revue socialiste* le jugement identique de Deynaud.

admet ces prémisses, on doit logiquement aboutir au socialisme, car on a un point de départ commun. L'illustre économiste a infirmé d'avance son propre livre.

L'ancien professeur et l'ancien ministre Schæffle est tellement monté maintenant contre le socialisme démocratique, qu'il a oublié dans sa dernière brochure ce qu'il a écrit dans des livres précédents (1).

Il y loue pourtant non seulement la valeur matérielle, mais aussi la valeur politique et morale du socialisme; il en énumère les avantages spécifiques: « discipline et contrôle réciproque du travail, anéantissement du surtravail, mieux-être de la femme et de l'enfant, fin de l'exploitation par les intérêts privés, anéantissement du parasitisme et de la paresse improductive, préservation de la corruption, du luxe exorbitant, des crimes de propriété, etc. » (2). Et le voilà maintenant qui entasse objections sur objections, pour démontrer que la réalisation du socialisme démocratique est impossible et sans avenir.

Cependant, même dans cette brochure, il se réfute lui-même. Il veut que « la propriété privée soit généralisée, mais non abolie ». Est-ce qu'il ne comprend pas que la généralisation mène à l'abolition? Et quand il dit antérieurement: « Le socialisme démocratique doit rester et grandir aussi longtemps que la société aura lieu d'être obligée par lui, d'effectuer les réformes sociales positives », c'est comme s'il disait: le socialisme doit combattre jusqu'au triomphe. Ainsi écrit aujourd'hui l'auteur de cette *Quintessence du socialisme* dont les socialistes allemands firent une brochure de propagande, qu'ils répandirent à plus de 20.000 exemplaires et qu'un socialiste comme Malon crut devoir présenter au public français.

Enfin nous arrivons à de Laveleye. Nous nous proposons de commenter son livre: *Eléments d'économie politique*.

C'est surtout dans un cours d'économie politique, qui doit être un guide pour la jeunesse, qu'on doit être logique. Et selon notre opinion, à ce point de vue, le livre de M. de Laveleye est fautif. Nous le réfuterons et avec ses propres arguments et avec des arguments qui bouleversent son édifice.

Dans le livre II, chapitre I, paragraphe 2, je lis que les trois facteurs de la production sont « la nature, le travail et le capi-

(1) *Quintessenz et Bau und Leben der sozialen Körpers*, tom. III. Stuttgart. Traduction de la « Quintessence » par B. Malon. Paris, Dervaux.

(2) Page 488 du tome III, *Bau und Leben*.

tal ». Mais quelques lignes plus bas, de Laveleye écrit : « Les deux premiers facteurs, nature et travail, ont précédé et créé le troisième, le capital. » Alors la première définition est fautive. Raisonner ainsi c'est dire : si les trois facteurs de la production humaine sont : la mère, le père et l'enfant ; cependant les deux premiers facteurs, la mère et le père, ont précédé et créé le troisième, l'enfant. La contradiction saute aux yeux ; la production n'exige pas le concours de trois, mais de deux facteurs : « La nature est la mère et le travail le père de toutes les richesses » — cette définition si pittoresque est aussi juste qu'on peut souhaiter. D'où vient le capital, sinon de l'union du travail et de la nature ? L'homme n'est pas venu capitaliste sur la terre ! C'est pourquoi le capital n'est pas un facteur mais un produit. M. de Laveleye le sait puisqu'il dit ailleurs (page 88) : « le travail est un acte ; tandis que le capital est le résultat d'un acte. » Le produit ne peut pas être en même temps facteur de la production. La loi de la causalité est méconnue, quand on dit que la cause est la même chose que la conséquence.

Lisons encore. Page 84 : « Le capital n'est pas productif par lui-même. Le travail seul est actif. Mais le travail ne produit abondamment qu'avec le secours du capital. » Et ailleurs : « le capital est essentiellement productif, puisque c'est grâce à lui que le travail produit tout. » La contradiction est flagrante. La fonction du capital est très bien décrite dans le premier passage cité, où il est reconnu que la production n'exige pas le capital. En effet, d'où vient le premier capital ?

« Est capital tout produit du travail épargné et employé à une production nouvelle. Le capital est donc, comme on l'a dit, du travail accumulé. »

C'est presque correct ; mais poursuivons.

Si l'épargne est la source du capital, l'épargne est quelque chose de négatif, et une chose négative ne peut pas être la source de quelque chose de positif. Non, ce n'est pas l'épargne par elle-même, qui crée le capital ; il en est ainsi que lorsque ce qui est épargné devient productif d'une façon ou d'une autre.

Le capital est du travail accumulé. Fort bien. Mais dans l'état actuel, ce que l'on épargne c'est le travail d'autrui. On doit donc dire : Le capital est du travail accumulé, épargné sur le travail d'autrui et employé à une production nouvelle, en vue de profits individuels.

C'est pourquoi la capitalisation est à présent une malédiction, cela, non pas parce que le capital par lui-même est un mal,

mais parce que le capital est arraché à son possesseur primitif, à son producteur pour être approprié par autrui. C'est pourquoi l'augmentation du capital privé est cause de paupérisme social. D'où il suit que tout capital est un impôt sur le travail. L'augmentation du capital se fait au détriment des travailleurs. Quand la population augmentait aussi rapidement que le capital, il y avait équivalence et la charge de rente restait la même ; mais maintenant que le capital augmente beaucoup plus rapidement que la population, la charge qui pèse sur le travail, augmente pour chaque travailleur, quoique la rente diminue.

Prenons les Etats-Unis, d'après les rapports officiels.

An.	Population.	Dollars en millions	Augmentation de population en 0/0	Augmentation des capitaux en 0/0	Capital.
1800	5,305,937	1,072,0	35,02	43,0	202,13 dollars
1810	7,239,815	1,500,0	36,43	39,0	207,20 —
1820	9 638,191	1,882,0	33,13	25,4	195,00 —
1830	12,863,020	2,653,0	33,49	41,0	206,00 —
1840	17,069,453	3,764,0	35,67	41,7	220,00 —
1850	23,191,876	7,135,8	35,87	89,6	307,67 —
1860	31,500,000	16,159,0	35,59	126,4	510,00 —
1870	38,558,000	30,069,0	32,00	86,0	776,96 —

La soi-disant prospérité croissante est vexatoire pour les travailleurs, car ce sont eux qui, par leur travail, doivent produire cette surcharge de rente.

La formation du capital en possession privée est un moyen de rendre la population laborieuse toujours plus pauvre, plus impuissante et plus esclave. Ce n'est donc pas le capital qui est le mal, mais le *capitalisme* par lequel le possesseur primitif est séparé du produit de son travail.

Tous les mystères de la genèse du capital sont contenus dans l'aliénation du produit du travail par d'autres que les travailleurs.

Les capitalistes ne sont donc pas des épargneurs qui méritent notre louange par leur travail, leur habileté leur activité ; mais comme Malon les appelle dans son *Manuel d'économie social*, « des parasites qui s'ils ne volent pas les passants sur les routes font travailler pour leur profit exclusif des centaines et des milliers d'hommes. »

Il est hardi de supposer, comme fait M. de Laveleye (page 97), qu'un capitaliste entretient cent ouvriers, qui travaillent pour lui. Non, ce sont les cent ouvriers qui entretiennent ce capitaliste de

façon à ce qu'il puisse vivre dans le luxe et la richesse. Cela est si vrai que si les cent ouvriers ne travaillaient plus pour lui, il pourrait périr sur son domaine, de misère et de faim.

Ce que M. de Laveleye dit du capital, n'est qu'un côté de la vérité; il y a lacune évidente. Lui-même a dû le voir, nous n'en voulons pour preuve que les passages où il démontre avec justesse quel doit être le principe de droit.

Il veut que « la loi assure à chacun la pleine jouissance des produits de son travail » (page 56). Ailleurs il dit : « les lois civiles doivent être l'application de la justice. Il faut donc qu'elles assurent à chacun les jouissances de ce qui doit légitimement lui appartenir : *cuique suum*, « à chacun le sien » telle est, en effet, la formule de la justice (page 59). « La propriété de tous les fruits de son travail doit être garantie au travailleur (page 60).

Nous aussi nous voulons tout cela, et c'est parce que nous le voulons que nous combattons le capitalisme, car aussi longtemps qu'il régnera, de tels principes ne pourront être appliqués.

De la trop fameuse maxime : « à chacun le sien » découle tout d'abord la propriété, qui est la plus importante des institutions civiles. La propriété c'est le droit exclusif d'user une chose, dans les limites de la raison et du droit, *usque patitur ratio juris*, comme le dit admirablement le droit romain (page 59). Soit, mais pour que « la propriété de tous les fruits de son travail soit garantie au travailleur, » toutes nos lois civiles doivent être révisées, car elles disent justement le contraire. La propriété, selon nos lois civiles, est l'injustice suprême.

De Laveleye devrait être au fond communiste, s'il est logique, car il a dit : « la propriété est la condition et le complément de la liberté. L'idéal est que chaque famille ait sa maison, son champ, son instrument de travail ou un titre représentant une part d'un capital collectif, d'une usine, par exemple, ou de toute autre entreprise. C'est par le règlement des successions que cet idéal peut être atteint » (page 61). Et pourtant il ajoute : « Jamais le communisme ne pourra durer, parce qu'il viole la justice et méconnaît les instincts les plus profonds de la nature humaine. La formule de la justice est : *cuique suum*, « à chacun le sien » ou « à chacun selon ses œuvres. » Le communisme, au contraire, ne tient aucun compte des œuvres et ne reconnaît à personne « le sien. » L'homme laborieux est la dupe du fainéant qui l'exploite. »

Cette dernière définition est applicable à notre présente société. Plus loin, de Laveleye, saint-simonien, proclame le *à chacun selon ses œuvres*. — Accepté; mais la division du travail, qui

s'accomplit de plus en plus, la machinerie, ont aussi leur action. Comment, dans ces nouvelles conditions, fixer la part de production de chacun ? Dans chaque produit il y a une part de travail d'autrui. On peut même dire que tout produit est plus social qu'individuel, eu égard aux facteurs de production. Il est par suite impossible encore une fois de délimiter le quantum des diverses coopérations individuelles, ou du moins je ne vois pas comment cela pourrait se faire. Le communisme comprend le tien et le mien et les unit dans le nôtre. De Laveleye dit lui-même, que « la société constituée sur le principe de *chacun selon ses forces, à chacun selon ses besoins* serait l'image de la famille, où en effet, chacun travaille, tant qu'il peut et consomme tant qu'il veut. » Comment peut-il conclure ensuite que le communisme « n'est pas viable, parce qu'il viole la justice et méconnaît les instincts les plus profonds de la nature humaine » ? Nous demandons si la justice est violée dans la famille et si la famille méconnaît les instincts les plus profonds de la nature humaine.

Quand l'auteur ajoute que « le mobile de l'activité humaine est toujours et partout l'intérêt individuel, nous sommes d'accord avec lui, mais non quand il prétend que « dans le communisme l'intérêt individuel est sans cesse sacrifié, que s'il agit, ce sera pour pousser l'homme à la paresse et à la gourmandise. » Non, dans le communisme l'intérêt individuel est résolu en unité plus haute c'est-à-dire dans le bien-être général. L'intérêt individuel n'est pas contraire au bien-être social. Vous êtes trop absolu M. de Laveleye. J. S. Mill fut plus circonspect, et nous affirmons avec lui, que les restrictions, exigées par le communisme, seraient des libertés, comparées avec la condition présente de la plupart de l'humanité. J. S. Mill est allé plus loin : lorsqu'il dit que le communisme comme système d'organisation sociale, est beaucoup plus examiné dans les difficultés immédiates de son application que dans les avantages qui résulteraient de ce nouvel état social. Il y a plus de sagesse dans ce mot que dans celui du sophiste Proudhon (dont l'influence fut hélas en sens inverse de ses connaissances) cité par Laveleye. « Le communisme est le dégoût du travail, l'ennui de la vie, la suppression de la pensée, la mort du moi, l'affirmation du néant ». Autant de mots, autant de mensonges ! L'éminent économiste aurait pu se dispenser de rééditer cette bêtise.

Nous aspirons à ce que de Laveleye appelle l'idéal. Cet idéal n'est pas que chaque famille ait sa maison, son champ, son instrument de travail, car on ne peut pas aller en arrière, les temps

patriarcaux sont disparus et ne reviendront jamais, mais que chacun ait sa part d'avantages du capital socialisé.

En travaillant à la réalisation de cet idéal nous ne comprenons pas que nous pussions être accusés de violer la justice et de méconnaître les instincts les plus profonds de la nature humaine. M. de Laveleye ne suppose pas que notre idéal soit la violation de la justice, lorsqu'il dit « un mode de tenure est d'autant plus favorable à la production qu'il assure plus complètement à celui qui exploite le sol, les fruits de son travail et les améliorations qu'il aura faites. Sous ce rapport, rien ne vaut la propriété ». Ce serait irréprochable s'il ajoutait après le mot de propriété celui de *collective*. Car c'est le mode qui est le plus favorable à la production et assure plus complètement les fruits du travail comme les améliorations à la collectivité dont on est membre.

M. de Laveleye ne distingue pas assez la propriété, d'après nos lois actuelles, de la propriété ; envisagée en elle-même, d'où quelque confusion. Par exemple quand il dit : la propriété est la condition et le complément de la liberté, on peut ajouter : et c'est pourquoi la majorité humaine est encore en esclavage, car elle n'a pas de propriété. Et comme la source de la propriété légale est qu'on ne donne pas à chacun selon ses œuvres, comme de Laveleye le souhaite, il doit logiquement conclure que la propriété légale est le vol. Un vol en tout cas à la société. Paul-Louis Courier, disait que pour faire des honnêtes gens il fallait faire des propriétaires. En le citant, M. de Laveleye oublie de nous dire pourquoi tous nos propriétaires légaux ne sont pas d'honnêtes gens ni comment on pourrait faire tout le monde propriétaire. Sur ce dernier point nous dévoilerons le grand secret : Réalisez la propriété collective, tout le monde sera propriétaire et personne ne pourra aliéner sa part de propriété.

De Laveleye a complètement raison de croire qu'on peut atteindre à cet idéal par le règlement des successions. En exigeant 20/0 de tout héritage, avec progression, de sorte que la deuxième année on doit 40/0, la troisième 60/0, etc., on socialiserait les forces productives en cinquante années. En augmentant le pourcentage on peut hâter l'œuvre réparatrice.

Ainsi, de Laveleye doit reconnaître qu'il y a une différence entre le propriétaire, qui est producteur et le possesseur, que le premier est souvent dépouillé en régime capitaliste, où selon le mot de Lassalle *Eigenthum est Fremdenthum* (propriété est aliénaire).

Pourquoi a-t-il confondu en mêlant des définitions contradictoires entre elles ?

Consultons maintenant le professeur de Liège sur le salaire et le sort des travailleurs.

« Le salaire est la rémunération du travail ». Non le salaire est une partie de la rémunération du travail, car d'où viendraient autrement le gain, la rente, l'intérêt, etc. ? Laveleye est du même avis, puisqu'il dit : « l'ouvrier peut-il se rendre propriétaire de l'outil et de la matière, il gardera tout le produit. Le salarié doit donc acquérir la propriété ». Mais comme règle c'est impossible.

La séparation du producteur de l'outil et de la matière est la règle générale et aussi la cause de l'esclavage du travailleur soumis à la loi d'airain du salaire que la justice n'a pas encore mise à néant ».

Y a-t-il un salaire normal ? De Laveleye répond affirmativement : « Le salaire normal est celui qui permet, tout au moins, à l'ouvrier et à sa famille l'entretien et le développement normal des facultés du corps et de l'intelligence. Mais dira-t-on, qui déterminera la somme qu'exigent cet entretien et ce développement normal des facultés ? Je réponds : l'hygiène. »

Magnifique. Mais quand on demande si l'hygiène règle le salaire normal, chacun rira. L'hygiène et la condition de l'ouvrier ne vont pas ensemble en ce moment.

Cependant, dit de Laveleye : « ce problème, si souvent déclaré insoluble, est résolu chaque jour, par l'administration de l'armée dans les différents pays. Celle-ci fixe, en effet, la quantité de nourriture et la qualité des vêtements nécessaires au bon entretien des forces du soldat. Ne faudrait-il pas que l'ouvrier pût se procurer, par son travail, au moins la ration du militaire ? » Mais c'est la réglementation de la production, de la consommation et de la répartition, en un mot, c'est l'état socialiste, que de Laveleye désire. Il a raison : qu'est en effet la science économique sinon la science qui s'occupe de la production, de la répartition, de la circulation et de la consommation des richesses ?

Voyons donc en prenant le soldat comme exemple. Nous verrons quel devait être le salaire normal de l'ouvrier.

En Hollande, on a calculé que chaque soldat coûtait pour son entretien par jour 44 cent. (environ 90 centimes). Une personne coûte alors par semaine  $90 \times 7 = 630$  cent.

Prenons une famille ouvrière, composée de père, mère et trois enfants, ça fait cinq personnes. Selon la mesure de l'Etat, cela fait  $630 \times 5 = 31$  fr. 50 par semaine pour entretien.

Chez nous, l'ouvrier qui reçoit toujours 20 fr., est une exception. Dans la campagne, un salaire de 12 fr. est élevé.

Un prisonnier a beaucoup mieux. On a calculé que l'Etat paie

pour l'entretien de chaque prisonnier par jour 66 cent. (135 centimes). Ce qui fait par semaine  $135 \times 7 = 945$  fr. 45 c.

Prenons cette famille de cinq personnes selon la ration du prisonnier, cela fait  $945 \times 5 = 4725$  fr. 25 c.

Pour logement, il doit payer aussi. Eh bien ! chez nous, on fait des prisons partout, c'est un des signes de notre civilisation. Une prison coûte environ 1 million de francs pour deux-cent-huit personnes en régime cellulaire. Supposons la location à 80/0 du capital, cela devient annuellement une rente de 80.000 fr. Divisons-le par 200, en supposant que la prison est remplie — notre civilisation s'en charge — le logement de chaque prisonnier coûte, à l'Etat, 400 fr. ou environ 8 fr. par semaine et par personne. Pour cinq personnes, cela fait ( $8 \times 5 = 40$  fr.). — Pour logement : 40 fr. — Pour entretien : 47.25. Total : 87.25 fr. par semaine.

Hâtons-nous d'ajouter que la vie du prisonnier n'a rien de luxueux.

Le salaire normal de l'ouvrier devrait être pour l'entretien d'une famille selon la mesure, que l'Etat donne par l'entretien des prisonniers, de 87 fr. 25 par semaine. Soustrayons une somme pour surveillance, etc., prenons pour cela le chiffre exorbitant de 21 fr. 25 par personne et par semaine, il reste encore 60 fr. Je demande : où sont les ouvriers, qui ont un pareil salaire ?

Et nous avons seulement parlé du développement normal des facultés du corps !

Le salaire normal ne donne pas l'occasion au travailleur de se développer ni physiquement, ni intellectuellement, ni moralement.

C'est l'effet de détestables lois, de l'ignorance des hommes et non de prétendues lois naturelles !

Quelle est donc l'amélioration prétendue des ouvriers, que Paul Leroy-Baulieu a célébrée pour la France et Dauby, avec qui de Laveleye est d'accord, pour la Belgique ?

Je sais qu'on peut copier le passage si connu du sort des paysans sous le règne de Louis XIV, et qu'on trouve dans la *Bruyère* mais est-ce que la description de la vie des paysans en Irlande, des mineurs du Borinage, de la France et d'ailleurs (Voir le *Germinal* de Zola) serait moins affligeante ? Celle des ouvriers de nos villes ne le serait pas moins non plus, etc. *The Bitter cry of outcast London* est une illustration qui nous dispense de recourir à La Bruyère. Nous pouvons trouver aussi triste dans nos propres villes, dans notre propre entourage, dans notre propre

temps, à côté de nos palais. Devant ce spectacle, le courage me manque pour parler d'amélioration.

Une telle amélioration me fait penser à une opération dangereuse d'un célèbre chirurgien, qu'il racontait avec beaucoup d'emphase à ses collègues et amis. Lorsque l'un d'eux demanda : comment se portait la patiente, il répondit : « elle a succombé, mais, l'opération était magnifique. » Avec toutes les améliorations dont on nous remplit les oreilles, le sort des ouvriers reste triste et misérable.

Nous pouvons supposer que M. de Laveleye connaît le livre de Thorold Roger. *Six centuries of work and wages et history of english labour*. Eh bien ! les conclusions de ce livre de faits et de chiffres sont justement contraires à ce qu'on a crié. D'après le savant écrivain, le sort du travailleur n'est pas amélioré, il a empiré. On doit distinguer entre la réalité et la surface des choses.

Mais, c'est la faute des ouvriers : « Si les ouvriers épargnaient seulement les sommes énormes qu'ils consacrent aux boissons alcooliques qui les abrutissent, en vingt ans, ils pourraient acheter toutes les manufactures où ils travaillent. Ainsi, c'est de la pratique de certaines vertus, prévoyance, sobriété et continence, que peut venir le salut ».

M. de Laveleye, n'avez-vous jamais pensé qu'il y a relation entre l'usage des boissons alcooliques, que je déteste comme vous, et la condition misérable de l'homme ? Tout le monde sait que l'insuffisance de nourriture et l'excès de travail sont pour beaucoup dans l'alcoolisme. L'ivrognerie n'est pas la cause, mais la conséquence de la pauvreté, ceci dit sans nier que l'ivrognerie ne devienne, à son tour, une cause de pauvreté. Il y a action réciproque.

En supposant l'épargne possible, les capitalistes n'auraient garde de se désaisir bénévolement. Mais cette épargne généralisée est un rêve, la loi d'airain des salaires y met bon ordre. Une diminution de consommation amènerait une diminution de salaire. Necker vous le dit très bien : « S'il était possible qu'on vint à découvrir une nourriture moins agréable que le pain, mais qui pût soutenir le corps de l'homme pendant quarante-huit heures, le peuple serait *bientôt réduit à ne manger que deux jours l'un*, lors même qu'il préférerait son ancienne habitude : les propriétaires de subsistance, usant de leur pouvoir et désirant multiplier le nombre de leurs serviteurs, *forceront toujours* les hommes qui n'ont ni propriété ni talent à se

*contenter du simple nécessaire.* Tel est l'esprit humain que les lois sociales ont si bien secondé ».

L'épargne individuelle, quand la majorité n'épargne pas, peut avoir de bons résultats individuels, mais l'épargne généralisée serait contraire à l'intérêt de l'ouvrier. En augmentant le capital, elle augmenterait la somme de la rente et, par conséquent, l'impôt sur le travail. Quoi que disent les économistes, l'augmentation du capital n'est pas un moyen, encore moins le seul moyen d'améliorer la condition des travailleurs, leur raisonnement, leur syllogisme est faux. Ils disent :

(*Majeure*). Le moyen d'améliorer la condition des travailleurs c'est l'augmentation du capital ;

(*Mineure*). Le capital est augmenté ;

(*Conclusion*). Donc la condition des travailleurs est améliorée.

*Quod erat demonstrandum !*

Les recherches sur la condition des travailleurs sont influencées par leur supposition majeure.

Nous pouvons de même mettre le syllogisme en sens inverse et dire :

(*Majeure*). Le moyen d'aggraver la condition des travailleurs c'est l'augmentation du capital ;

(*Mineure*). Le capital est augmenté ;

(*Conclusion*). Donc la condition des travailleurs est empirée.

Ce syllogisme serait aussi faux que le précédent.

C'est la majeure qu'il s'agit de démontrer dans les deux cas. Nous devons rechercher si la condition des travailleurs est améliorée. Si le résultat est négatif, nous devons en rechercher la raison, tout en retenant qu'il est constant que le capital se soit augmenté.

A notre époque nous devons être frappés de la marche parallèle du progrès et de la pauvreté et avec Henry Georges, donner ce fait comme l'énigme de notre temps : Car tant que la richesse croissante, qui est le produit du progrès moderne, ne sert qu'à la formation de grandes fortunes, à l'accroissement du luxe de quelques uns et la paupérisation croissante du plus grand nombre, ce progrès est faux et ne saurait durer.

Il faut, dans le mouvement social, quelque chose de nouveau indiqué par M. de Laveleye lorsqu'il dit : « ce qu'il faut, c'est que le capital accru passe, en grande partie, aux mains des travailleurs eux-mêmes, avec le secours de bonnes lois, et par l'épargne ! Et cela nous donne le secret du développement économique. Ce qui importe le plus, c'est la meilleure répartition des richesses : tant que les mauvaises lois permettront l'accumulation

des richesses dans les mains d'un petit nombre, la grande majorité souffrira. »

Et que signifie avoir de bonnes lois, sinon arriver à l'organisation du travail, à l'organisation de la propriété.

Pourquoi M. de Laveleye se contredit-il si souvent? Heureusement qu'entre les lignes, on peut lire ses bonnes intentions, qui sont gâtées par les phrases habituelles à nos économistes académiciens.

L'éminent économiste belge, paraît avoir la même crainte que manifesta Sismondi disant dans ses *Nouveaux principes d'économie politique* : « Quant au remède, je n'ai pas le courage de l'indiquer, car pour le faire, il faudrait attaquer les lois actuelles de la propriété! »

Voilà aussi pourquoi M. de Laveleye n'a pas osé conclure; de temps en temps il prêche même comme un pasteur :

« Songeons à l'époque où les hommes mouraient de faim, en foule, le long des grands chemins, et bénissons le temps présent, en espérant mieux encore pour le siècle prochain. »

La bénédiction du temps présent! Elle existe en manque de travail et de nourriture ou bien en surtravail avec nourriture insuffisante, en un mot en vie de misère et de souci. Pour bénir notre temps il faut être singulièrement optimiste.

Quand les socialistes disent que l'ouvrier est spolié par le capital, ils font une erreur de calcul selon de Laveleye. Quelle est cette erreur? « L'objet n'a pas été produit par le seul effort de l'ouvrier, mais par cet effort aidé d'instruments et s'exerçant sur vos matières premières. Le travail est seul « actif » soit; mais il n'est « productif » que grâce au concours du capital et de la nature. Ce concours doit être aussi rémunéré.

L'erreur est du côté de l'économiste. Nous savons que le capital n'est pas nécessaire au travail, qu'il *facilite* seulement le travail qui est bien son père. La rémunération du capital ne peut donc pas être si forte que la rémunération du travail soit par suite si petite qu'elle permet à peine au travailleur de subsister. La nature est aliénée par le capital et quand le travail ne peut s'unir avec la nature sans le consentement du capital, c'est par ce que ce dernier est accaparé par les capitalistes.

Concluons. L'amélioration de la condition des travailleurs sera fictive, tant que les moyens de production seront appropriés et non pas aux mains des producteurs ou de la Société. Qui veut guérir un malade, doit pénétrer jusqu'à la cause de la maladie et quand il l'a trouvée, il n'y a qu'un moyen de guérir, c'est de s'attaquer aux causes de la maladie.

Ces causes nous venons de les indiquer. F. DOMÉLA NIEUWENHUIS. †

*Suite page 19 Vol-III*